Nations Unies A/65/172

Assemblée générale

Distr.: générale
26 juillet 2010

Français
Original: anglais

Soixante-cinquième session
Point 27 d) de l'ordre du jour provisoire*
Développement social : Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation : éducation pour tous

Mise en application du Plan d'action international pour la décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur, conformément à la résolution 63/154 de l'Assemblée générale, de transmettre à l'Assemblée le rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur la mise en application du Plan d'action international pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation.

* A/65/150.

10-46459X (F)

Merci de recycler

Résumé

Le présent rapport, qui fait suite à ceux de 2004 (A/59/267), de 2006 (A/61/151) et à l'examen à mi-parcours de 2008 (A/63/172), prend comme point de départ le Plan d'action international pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (A/57/218 et Corr.1). Il analyse les tendances mondiales et régionales de l'alphabétisation et présente une évaluation des progrès réalisés dans les trois domaines prioritaires définis dans le cadre de l'examen à mi-parcours, à savoir : « mobiliser un engagement plus vigoureux en faveur de l'alphabétisation, accroître l'efficacité dans l'exécution des programmes et dégager des ressources nouvelles pour l'alphabétisation ».

Le rapport présente la situation et les perspectives des États Membres en ce qui concerne la réalisation des objectifs de la Décennie et rend compte de son impact sur la génération d'une volonté politique, de politiques et de partenariats plus forts en faveur de l'alphabétisation, ainsi que d'initiatives nationales, qui contribuent à la réalisation des objectifs de la Décennie. On y décrit aussi les priorités stratégiques de la prochaine phase et au-delà.

I. Introduction

1. Le rapport est présenté par le Directeur général de l'UNESCO en réponse à la demande exprimée par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/154 aux termes de laquelle elle a prié l'UNESCO, en tant qu'institution de l'ONU chargée de la coordination de la Décennie, de présenter à l'Assemblée générale en 2010 le prochain rapport d'activité sur la mise en application du Plan d'action international.

2. Le rapport prend comme point de départ le plan international d'action pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation et présente une évaluation des progrès réalisés dans les trois domaines prioritaires pour ce qu'il reste d'années de la Décennie à courir tels qu'ils sont définis dans le cadre de l'examen à mi-parcours (résolution 63/154 de l'Assemblée générale) à savoir « mobiliser un engagement plus vigoureux en faveur de l'alphabétisation, accroître l'efficacité de l'exécution des programmes et dégager des ressources nouvelles pour l'alphabétisation ».

3. En 2009, sur la base des résultats de l'examen à mi-parcours de la Décennie, l'UNESCO a entrepris une large consultation des partenaires du système des Nations Unies, de la société civile, du secteur privé et des États Membres en vue d'élaborer le cadre stratégique international d'action pour la Décennie afin de guider les efforts à fournir jusqu'à fin 2012. Soulignant les liens de la Décennie avec les objectifs du millénaire pour le développement, le cadre dit qu'en général chacun des objectifs du millénaire pour le développement implique un processus d'apprentissage et que l'alphabétisme est une condition clé de l'apprentissage autonome et est donc indispensable à la réalisation des objectifs. Le profil international de l'alphabétisation a gagné encore en visibilité par la publication, en 2008, du *Défi global de l'alphabétisation : aperçu de l'alphabétisme des jeunes et des adultes à mi-parcours de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation 2003 – 2012*.

4. Le rapport montre ce que sont la situation et les perspectives des États Membres en ce qui concerne la réalisation des objectifs de la Décennie. Les données qu'il présente proviennent des rapports nationaux et régionaux établis à cette fin, des rapports de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et du Programme alimentaire mondial, du Rapport mondial sur l'éducation des adultes établi pour la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes, du Rapport global de suivi sur l'Éducation pour tous 2010 intitulé « *Toucher les marginalisés* », des rapports nationaux et du Rapport de synthèse de la huitième réunion de ministres des neuf pays en développement les plus peuplés sur l'Éducation pour tous 2010, de l'examen 2009 de l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir et des rapports de programmes de l'UNESCO.

5. Le rapport rend compte aussi des efforts nationaux d'alphabétisation qui contribuent à la réalisation des objectifs de la Décennie sans leur être directement rattachés.

II. Progrès de l'alphabétisation

A. Principales réalisations de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation 2008-2010

6. Les principales réalisations de la période 2008-2010 se rapportent à la volonté de générer une plus forte volonté politique et une plus grande action collective en faveur de l'alphabétisation, lui faisant une plus grande place dans les agendas internationaux d'éducation et de développement. L'importance de l'alphabétisation a été mise en évidence notamment par les activités ci-après :

1. Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir

7. L'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir, coordonnée par l'UNESCO, continue à fournir un cadre stratégique pour la réalisation d'un plus gros effort d'alphabétisation dans les 35 pays dans lesquels le taux d'alphabétisation est inférieur à 50 % ou qui comptent plus de 10 millions d'adultes analphabètes. En tant que mécanisme opérationnel clé pour atteindre les objectifs de la Décennie, cette initiative a servi de catalyseur pour renforcer l'engagement des pays participants en faveur d'une alphabétisation de bonne qualité et leur capacité à le faire et fourni une précieuse plateforme au progrès de la coopération Sud-Sud. L'Initiative a reçu un appui financier significatif du Programme de mise en place de capacités d'éducation pour tous réalisé par les pays nordiques.

2. Semaine d'action globale de l'Éducation pour tous : avril 2009

8. La Campagne mondiale pour l'éducation a pour la première fois en 2009, avec le concours de toute une gamme de partenaires de la société civile, choisi l'alphabétisation pour thème de la Semaine d'action globale (avril 2009), faisant ainsi ressortir la nécessité de porter une plus grande attention à l'objectif d'alphabétisation de l'éducation pour tous (Objectif 4)[1].

3. Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes

9. La Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes, tenue à Belém, au Brésil, en décembre 2009, a été un événement de la plus haute importance pour relever le profil de l'alphabétisation. Tenue tous les 12 ans, elle s'est inscrite à la fois à l'intérieur du mouvement Éducation pour tous (2000-2015) et de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003-2012), renforçant ainsi le rôle de l'alphabétisation des adultes dans le cadre plus large de l'effort éducatif. La Conférence a confirmé l'alphabétisation comme droit et comme pierre angulaire de l'éducation permanente et reconnu que l'Éducation pour tous et les objectifs du millénaire pour le développement ne sont pas réalisables si l'on ne réalise pas d'abord l'objectif 4. Toutes les recommandations et actions que les États Membres doivent appliquer et engager pour faire avancer l'alphabétisation ont trouvé place dans le *Cadre de Belém pour l'action*, qui a été adopté par les États Membres durant la phase finale de la Conférence. Pour la première fois, un *Rapport mondial sur l'éducation des adultes* voyait le jour (voir : http://www.unesco.org/en/confinteavi/grale/) fondé sur des rapports nationaux (voir : http://www.unesco.org/en/confinteavi/national-reports/).

[1] Réduire l'analphabétisme des adultes de 50 % d'ici 2015.

4. Huitième réunion de ministres des neuf pays en développement les plus peuplés sur l'Éducation pour tous : juin 2010

10. Les neuf pays les plus peuplés du monde du Sud – Bangladesh, Brésil, Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Mexique, Nigeria et Pakistan – représentent 54 % de la population et 67 % des jeunes et des adultes analphabètes du monde. Il était donc hautement significatif de choisir pour thème de la réunion de 2010 « Alphabétiser pour développer ». Les débats ont porté sur la planification, le financement, la bonne exécution des programmes, le suivi et l'évaluation dans l'optique d'une coopération Sud-Sud et la réunion a eu pour résultat l'établissement, pour les trois prochaines années, d'un agenda ambitieux axé sur l'apprentissage et le soutien mutuels dans tous les domaines d'action en faveur de l'alphabétisation pour servir de catalyseur aux efforts déployés à l'intérieur et à l'extérieur de ces neuf pays eux-mêmes.

11. En outre, les parties du rapport qui suivent font état de progrès significatifs dans la mise en place de politiques et plans nationaux plus clairs et plus solides dans un certain nombre de pays ainsi que d'une augmentation des allocations budgétaires. On y montre aussi que de nouveaux partenariats se sont formés et que l'on continue à innover dans l'exécution des programmes d'alphabétisation, avec accent sur la mise en place d'une capacité d'exécution efficace et d'impact durable.

B. Taux d'alphabétisation

12. L'analyse des taux d'alphabétisation, qui repose sur les statistiques fournies par le *Rapport global de suivi sur l'Éducation pour tous 2010*, se borne à comparer les périodes 1985-1994 et 2000-2007 et les données concernant l'année la plus récente de la période en question. La plupart des données proviennent de recensements nationaux ou d'enquêtes fondées sur les déclarations des intéressés, non de tests directs de niveau d'instruction (voir aussi les paragraphes 28-34 ci-dessous).

1. Taux mondiaux d'alphabétisation

13. Le nombre d'adultes alphabétisés n'a cessé d'augmenter depuis 1985. Le nombre de ceux qui sont illettrés est tombé de 869 millions au cours de la période 1985-1994 à 759 millions pour la période 2000-2007, soit une baisse de 13 %. Entre les deux périodes, le taux global d'adultes alphabétisés est monté de 76 % à 84 %. Les pays en développement représentent la plus forte augmentation, leur taux d'adultes alphabétisés passant de 68 % à 80 %. Le précédent rapport présenté à l'Assemblée générale (A/63/172) faisait état d'un taux global d'alphabétisation de 83,6 % et d'un nombre absolu d'adultes analphabètes (de 15 ans et plus) de 774 millions; le présent rapport fait état d'un taux mondial d'alphabétisation de 84 %, taux qui n'aurait donc guère changé, et le nombre absolu d'adultes analphabètes serait tombé à 759 millions. Ces chiffres montrent que, loin de faire une percée significative dans les taux mondiaux d'alphabétisation, les efforts d'alphabétisation arrivent tout juste à suivre l'accroissement de la population. Toutefois, comme on l'indique plus bas, il y a de fortes disparités entre les régions et les pays. Pendant que les pays en développement s'emploient à élever leur taux d'alphabétisation des adultes, les pays industrialisés sont eux-mêmes confrontés à des défis : ils comptent de nombreux adultes qui n'ont pas acquis un niveau fonctionnel d'instruction suffisant, de sorte qu'ils ont du mal à trouver du travail ou à bien fonctionner dans

des milieux à fort niveau d'instruction où l'utilisation de plus en plus répandue de la technologie exige des niveaux d'instruction de plus en plus élevés[2].

2. Taux régionaux d'alphabétisation

14. Les pays en développement comptent 752 millions d'adultes analphabètes. Les statistiques pour la période 2000-2007 montrent que les pays où leur concentration est la plus forte sont les pays à forte population : 67 % d'entre eux vivaient dans les neuf pays en développement les plus peuplés (Bangladesh, Brésil, Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Mexique, Nigeria et Pakistan) au cours de la période 2000-2007.

15. Les disparités entre régions demeurent élevées (voir le tableau 1). Le taux global d'alphabétisation des adultes va de 69 % en Afrique subsaharienne à 99 % en Asie centrale, en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest pour la période 2000-2007. La plus forte augmentation a été enregistrée en Asie du Sud et de l'Ouest (16 %) et dans les États arabes (13 %) contre 9 % en Afrique subsaharienne. L'augmentation globale pour les pays en développement a été de 12 %. L'Amérique latine et les Caraïbes n'ont connu que 4 % d'augmentation, mais le taux d'alphabétisation y atteignait déjà en moyenne 87 % au cours de la période 1985-1994. Il reste de fortes différences à l'intérieur de la région. Les taux vont de 73 % au Guatemala à 99 % à Antigua-et-Barbuda et les îles Caïmanes. Les disparités intrarégionales sont très fortement marquées en Afrique subsaharienne, passant de moins de 30 % (Burkina Faso, Guinée, Mali et Niger) à plus de 90 % (Seychelles et Zimbabwe). En Asie du Sud et de l'Ouest, la croissance du taux d'alphabétisation a été particulièrement forte au Népal (24 %) ainsi qu'au Bangladesh et en Inde (18 %). Parmi les États arabes, l'Algérie (25 %), l'Égypte et le Yémen (22 %) ont connu la plus forte augmentation.

Tableau 1
Taux régionaux d'alphabétisation
(Valeur pondérée en pourcentage)

	1985-1994			*2000-2007*		
	Total	*M*	*F*	*Total*	*M*	*F*
États arabes	58	70	46	71	80	62
Europe centrale et orientale	96	98	94	98	99	96
Asie centrale	98	99	97	99	99	98
Asie orientale et Pacifique	82	89	75	93	96	91
Amérique latine/Caraïbes	87	88	86	91	92	90
Amérique du Nord/Europe de l'Ouest	99	99	99	99	100	99
Asie du Sud et de l'Ouest	48	60	34	64	75	53
Afrique subsaharienne	53	63	45	62	71	54
Monde	**76**	**82**	**70**	**84**	**89**	**80**

Source : *Éducation pour tous Rapport global de suivi 2010*.

[2] Voir *Éducation pour tous Rapport global de suivi 2010*.

3. Nombre absolu d'analphabètes

16. Alors que le nombre absolu d'analphabètes dans le monde a diminué, il n'y a pas moins de 21 pays à avoir vu ce nombre augmenter au cours de la période 2000-2007 par rapport à 1985-1994 (voir tableau 2). Onze de ces pays se trouvent en Afrique sub-saharienne. Cette augmentation coïncide avec une diminution du taux global d'alphabétisation dans deux pays seulement. Dans tous les autres pays, le nombre absolu d'analphabètes a augmenté de même que le taux global d'alphabétisés (voir tableau 2). Dans certains cas, l'augmentation du nombre absolu d'analphabètes est très forte. Ceci montre que l'effort d'alphabétisation n'arrive pas à suivre l'accroissement de la population.

Tableau 2
Accroissement du nombre absolu d'adultes analphabètes

	Nombre absolu d'adultes analphabètes (en pourcentage)		*Taux d'alphabétisation des adultes (en milliers)*		
Pays	*1985-1994*	*2000-2007*	*1985-1994*	*2000-2007*	*Augmentation*
États arabes					
Bahreïn	84	89	56	63	7
Égypte	44	66	16 428	16 824	396
Maroc	42	56	9 602	9 816	214
Yémen	37	59	4 686	5 081	395
Asie orientale et Pacifique					
Philippines	94	93	2 325	3 746	1 421
Viet Nam	88	90	4 789	6 033	1 244
Amérique latine/Caraïbes					
Équateur	88	84	731	1 413	682
Guatemala	64	73	1 915	2 055	140
Pérou	87	90	1 848	1 992	144
Asie du Sud et de l'Ouest					
Bangladesh	35	53	44 458	48 541	4 083
Afrique subsaharienne					
Bénin	27	41	2 131	3 022	891
Burkina Faso	14	29	4 136	5 684	1 548
Côte d'Ivoire	34	49	4 180	4 831	651
Éthiopie	27	36	23 045	27 144	4 099
Libéria	41	56	652	881	229
République centrafricaine	34	49	1 085	1 139	54
République-Unie de Tanzanie	59	72	5 217	6 237	1 020
Rwanda	58	65	1 468	1 491	23
Sénégal	27	42	2 964	4 032	1 068
Tchad	12	32	3 177	3 959	782
Zambie	65	71	1 541	1 907	366

Source : *Éducation pour tous Rapport global de suivi 2010*.

C. Le problème hommes/femmes

17. En ce qui concerne la population mondiale dans son ensemble, si, tout en demeurant large, l'écart se réduit entre les sexes, l'indice de parité des sexes (IPS) s'est amélioré, passant de 0,854 (1985-1994) à 0,899 (2000-2007) au niveau mondial. Si on considère la proportion du nombre total d'adultes analphabètes dans le monde, il n'y a pas eu progrès : les femmes en représentent 64 % pour la période 2000-2007, légère augmentation par rapport à la période 1985-1994 (63 %). Le rapport entre l'alphabétisation et le problème hommes/femmes est toutefois plus complexe que ne le laissent entendre ces chiffres. En Europe, en Amérique du Nord et dans les Caraïbes, les éducateurs sont préoccupés par la faiblesse relative des résultats scolaires des garçons alors que la disparité entre sexes a quasiment disparu dans les pays à taux d'alphabétisation des adultes de 95 % ou au-dessus. Néanmoins, le plus gros défi à vaincre est l'interdiction d'éducation faite aux femmes et aux filles dans certains pays en développement où, dans l'ensemble, les progrès ont été appréciables : l'indice de parité des sexes est passé de 0,766 (1985-1994) à 0,871 (2000 – 2007). Certains pays ont connu une croissance impressionnante des taux d'alphabétisation féminine. Au Népal, par exemple, ce taux est passé de 17 % (1985-1994) à 44 % (2000-2007). Malgré ces progrès, l'écart entre sexes demeure important en général. Il est particulièrement marqué en Asie du Sud et de l'Ouest et en Afrique sub-saharienne ainsi que dans deux États arabes, comme le montre le tableau 3. D'après ces données, l'Afghanistan (avec 0,29) et le Niger (avec 0,35) sont confrontés au défi le plus important.

Tableau 3
Indice de parité des sexes : pays aux plus fortes disparités

	1985-1994	*2000-2007*
États arabes		
Mauritanie	0,52	0,63
Yémen	0,3	0,53
Asie du Sud et de l'Ouest		
Afghanistan		0,29
Bhoutan		0,59
Népal	0,35	0,62
Pakistan		0,59
Afrique subsaharienne		
Angola		0,65
Bénin	0,42	0,53
Burkina Faso	0,42	0,59
Côte d'Ivoire	0,53	0,63
Éthiopie	0,51	0,46
Guinée		0,43
Mali		0,52
Mozambique		0,58
Niger		0,35

	1985-1994	*2000-2007*
République centrafricaine	0,42	0,52
Sénégal	0,48	0,63
Sierra Leone		0,54
Tchad		0,48
Togo		0,56

Source : *Éducation pour tous Rapport global de suivi 2010*.

D. Projections à l'horizon 2015

18. Conformément aux projections *Éducation pour tous Rapport global de suivi 2010*, le taux mondial d'alphabétisation des adultes atteindra environ 87 % en 2015, ce qui ne représente qu'une légère augmentation de 3 % par rapport à 2000-2007. L'augmentation de ce taux devrait être la plus forte, avec 10 %, en Afrique subsaharienne, où il atteindra 72 %. Si ce taux est un peu meilleur que celui qui est projeté pour l'Asie du Sud et de l'Ouest, il n'en demeurera pas moins très inférieur au taux projeté pour les autres régions. Le pourcentage de femmes par rapport à tous les adultes analphabètes ne devrait baisser que de 1 % mondialement. Les nombres projetés pour les analphabètes jeunes (âgés de 15 à 24 ans) sont plus encourageants : ils devraient d'ici 2015 baisser de 25,5 % mondialement, pour revenir de 125 401 000 à 93 365 000. D'après l'Éducation pour tous Rapport global de suivi, même dans le meilleur des cas, l'objectif de Dakar, qui est de réduire de moitié le nombre total d'adultes analphabètes, ne sera pas atteint pour 2015. D'après les projections, il ne pourra être atteint qu'à hauteur de 50 à 66 % Les écarts entre l'objectif de Dakar et les projections sont les plus grands pour l'Asie du Sud et de l'Ouest, l'Afrique subsaharienne et les États arabes[3].

III. Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation : cadre stratégique international d'action

A. Objectif stratégique A : Mobiliser un engagement plus vigoureux en faveur de l'alphabétisation

19. Quatre stratégies ont été définies au titre de l'objectif A : plaidoyer, formulation claire des politiques, amélioration des analyses, suivi et évaluation et partenariats plus forts et plus stratégiques. En rendant compte de chacune de ces stratégies, les activités et les processus qui s'y rapportent seront analysés pour l'impact qu'ils ont et, dans certains cas, qu'ils pourraient avoir, sur cet objectif.

[3] Voir *Éducation pour tous Rapport global de suivi 2010*.

1. Plaidoyer

20. Compte tenu de la relative négligence dans laquelle est tenue l'alphabétisation des jeunes et des adultes dans des agendas internationaux comme les Objectifs du millénaire pour le développement et ceux de l'Éducation pour tous, le besoin de plaidoyer est aussi grand que jamais. De plus en plus, les messages du plaidoyer s'appuient sur les faits d'observation recueillis au niveau des pays et des programmes – concernant l'impact de l'acquisition d'une instruction sur le développement socioéconomique et culturel et sur son effet enrichissant pour les individus et les communautés. Le plaidoyer s'adresse aux gouvernements, à leurs partenaires en développement, à la communauté internationale des bailleurs de fonds et au secteur privé. Pareil plaidoyer est nécessaire non seulement dans les pays dits « en développement », mais aussi dans des pays à économie évoluée où les niveaux fonctionnels d'utilisation de l'instruction peuvent ne pas être suffisants pour répondre aux demandes de l'existence et du travail.

21. Alphabétisation et autonomisation ont été le thème de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation au cours des deux dernières années, avec accent spécial sur les femmes en 2010. Ce thème a été renforcé lors du débat de haut niveau du Conseil économique et social de juin 2010, lequel a porté sur la question d'égalité des sexes et d'autonomisation de la femme. L'UNESCO a pu à cette occasion appeler l'attention sur la situation actuelle de l'éducation des femmes et des filles dans le monde et déterminer ce qu'il y a à faire pour arriver à l'égalité des sexes d'ici 2015.

22. À mesure qu'approche l'année butoir de 2015, le rapport annuel de l'Éducation pour tous et du suivi global continue à fournir des données et une analyse de ce qu'il reste de défis à relever en éducation de base. Le titre 2010 du rapport *Toucher les marginalisés* a souligné la nécessité d'adopter des démarches de sensibilité au contexte si on veut pouvoir offrir aux catégories de population désavantagées des possibilités décentes de s'instruire. Langue, ethnicité, relations entre sexes, situation géographique et existence éventuelle d'un conflit, entre autres facteurs, appellent des approches diversifiées que souvent les systèmes formels d'éducation n'offrent pas.

23. La Chine et la République de Corée continuent à parrainer, respectivement, le prix Confucius de l'UNESCO pour l'alphabétisation et le prix King Sejong de l'UNESCO pour l'alphabétisation, dont les lauréats et les mentions honorables en 2008 et en 2009 ont représenté l'Afghanistan, le Bhoutan, le Burkina Faso, l'Éthiopie, l'Inde, l'Afrique du sud, les Philippines, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Zambie. Ces prix, attribués chaque année à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation (8 septembre), n'ont pas seulement pour effet d'appeler l'attention sur les défis que continue à poser l'alphabétisation dans certains cas; ils offrent aussi une vitrine à une pratique qui donne des résultats et qui, souvent, inspire. En 2009, l'Ambassadrice honoraire de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, Mme Laura Bush, a souligné, lors de la cérémonie de remise du prix de l'alphabétisation, que « l'alphabétisation est au cœur des solutions durables aux plus grands défis du monde. Elle est le fondement de la liberté et du développement économique durable ». En mars 2010, Mme Bush a accueilli à Dallas une conférence sur l'éducation et l'alphabétisation intitulée « Conférence sur l'éducation et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles en Afghanistan » afin d'appeler

l'attention du monde sur le très faible taux d'alphabétisation féminine (13 %) dans ce pays ainsi que de mettre en valeur ce qui a réussi et de débattre de la voie à suivre.

24. L'Envoyée spéciale de l'UNESCO pour l'alphabétisation au service du développement, la Princesse Laurentien des Pays-Bas, a prononcé le discours-programme à la Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes qui s'est tenue en décembre 2009 à Belém, au Brésil, et, à la huitième réunion de ministres des neuf pays en développement les plus peuplés, qui s'est tenue en juin 2010 à Abuja (Nigéria).

25. En 2009, lors de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation pour tous, il a été demandé aux gouvernements et aux institutions internationales, neuf ans après l'adoption des six objectifs de l'Éducation pour tous, de songer sérieusement à prioritariser et à financer la réalisation de l'objectif 4. Par l'activité dite « Big Read », la Semaine d'action a fait prendre conscience de la situation de ceux pour qui l'alphabétisation demeure un livre fermé. Des activités ont eu lieu dans plus de 100 pays.

26. En Asie, certains des pays qui prennent part à l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (Afghanistan, Bangladesh, Inde et Pakistan) se sont engagés à accroître leurs efforts de plaidoyer, le Pakistan déclarant 2010 Année nationale d'alphabétisation et intégrant l'alphabétisation en tant que stratégie spécifique dans son document de stratégie pour la réduction de la pauvreté.

27. Diverses réunions d'information et de partage de données d'expérience ainsi que des campagnes nationales de médias ont été organisées afin de promouvoir une conception intégrée et holistique de l'éducation avec l'alphabétisation comme composante intersectorielle (comme en Égypte et en Inde) et plans de plaidoyer holistiques (Viet Nam).

2. Définition de politiques

28. Au cours de la période 2008-2010, un certain nombre de pays aux prises avec de grosses difficultés d'alphabétisation des jeunes et des adultes ont adopté des politiques ou plans plus clairs et plus forts pour soutenir leurs efforts d'alphabétisation. En 2009, l'Inde, qui compte le nombre absolu le plus élevé d'analphabètes du monde, a adopté en 2009 un ambitieux programme dit *Saakshar Bharat* (Inde alphabétisée) destiné à toucher 70 millions de personnes au cours des trois prochaines années, l'accent étant mis sur les femmes et les populations désavantagées. En Chine, le Plan à moyen et à long terme de réforme et de développement de l'éducation pour 2010, fruit de longues consultations, met l'accent sur le droit qu'ont tous les citoyens de recevoir une instruction et vise les catégories de population marginalisées et vulnérables avec pour objectif clé l'éducation permanente. Le Nigeria a annoncé en 2010 une nouvelle initiative nationale d'alphabétisation, « Revitaliser l'alphabétisation des adultes et des jeunes et l'éducation non formelle », qui a pour but d'accélérer la réalisation de l'objectif 4 de l'Éducation pour tous d'ici à 2015.

29. Dans le cadre de l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir, un certain nombre de pays comme le Bénin, le Burkina Faso, la République centrafricaine, le Tchad, la Guinée et le Mozambique ont bénéficié d'une assistance technique pour la définition ou l'amélioration de politiques, stratégies et plans

d'action nationaux d'alphabétisation L'Inde en a bénéficié aussi de juin à septembre pour l'élaboration de son nouveau cadre d'alphabétisation et le projet *Saakshar Bharat* susmentionné. Sont à citer comme autres activités dans ce domaine la révision des politiques et stratégies d'alphabétisation et d'éducation non formelle et l'élaboration de principes directeurs en matière de réforme et de révision, y compris le soutien technique nécessaire pour inclure l'alphabétisation et l'éducation non formelle dans les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement. Au cours de la période 2008-2010, diverses tribunes de planification préliminaire et d'examen des politiques ont été organisées dans quelques pays (comme au Bangladesh, au Bhoutan, en Bolivie, dans l'État plurinational d'Érythrée, dans la Grenade, en Iran (République islamique d'), en Mongolie, au Maroc et en Papouasie-Nouvelle-Guinée) et des études diagnostiques ont été réalisées et validées (par exemple à Djibouti et au Viet Nam).

30. La Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes offre la possibilité de faire une évaluation approfondie de l'alphabétisation des adultes dans les États Membres. Les 154 rapports nationaux présentés par eux sur l'éducation des adultes représentent une importante contribution à la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation. Ils rendent compte de la situation actuelle de l'alphabétisation dans chaque pays, ils présentent un certain nombre d'innovations et ils font des recommandations sur la manière d'atteindre les objectifs de la Décennie des nations unies pour l'alphabétisation en général et les objectifs 3 (préparation à la vie active) et 4 (alphabétisation des adultes) en particulier. Pendant les cinq réunions régionales préparatoires à la Conférence, des échanges transrégionaux ont eu lieu sur les progrès de l'alphabétisation dans le cadre de la Décennie des Nations Unies et au-delà. En outre, une réunion thématique sur une alphabétisation durable a été organisée dans le sillage de la Conférence. Au cours de toutes ces réunions, l'alphabétisation a fait l'objet d'une attention spéciale et chacun des documents adoptés lors de chaque réunion a marqué l'existence d'une nouvelle volonté d'agir à cet égard :

a) Dans la **région Afrique**, par exemple, on a souligné l'importance d'une mise en valeur des langues maternelles, ce qui devrait se faire par les voies de la politique ou par une augmentation de l'approvisionnement en matériel nécessaire pour préserver l'acquis en écriture, lecture et calcul et maintenir une culture d'éducation permanente. Il faudrait aider à la mise en place d'un milieu propre à l'acquisition d'une instruction postérieure à l'alphabétisation par de bonnes politiques d'édition et de constitution de bibliothèques, y compris en subventionnant l'achat d'ouvrages à l'intention des nouveaux lecteurs.

b) Les **États arabes** ont confirmé leur volonté de réaliser les objectifs d'Éducation pour tous définis à Dakar, surtout ceux qui ont trait à l'alphabétisation et à l'éducation des adultes, ainsi que ceux de l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir. Ils ont en outre recommandé la création d'un fonds arabe pour venir en aide financièrement aux pays pauvres à forts taux d'analphabétisme.

c) La **région Asie et Pacifique** a souligné la nécessité pressante d'ouvrir plus grand aux adultes l'accès à l'alphabétisation et à l'instruction, étant entendu qu'une action urgente et d'appréciables investissements financiers sont nécessaires pour combattre la marginalisation, la pauvreté et le chômage.

d) La **région Europe** a mis l'accent sur la nécessité de reconnaître l'importance cruciale de l'alphabétisation, des langues, du calcul, de l'emploi des

technologies de l'information et de la communication dans les études sociales ainsi que de l'enseignement technique et professionnel et de la formation dans le cadre de stratégies d'éducation permanente en veillant à ce que les programmes d'éducation des adultes traduisent les objectifs de l'Éducation pour tous et ceux de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation.

e) **L'Amérique latine et les Caraïbes** ont recommandé des approches de nature à renforcer et garantir l'éducation permanente, ce qui comprend l'alphabétisation et l'éducation des adultes, et la promotion d'une culture de lecture et d'écriture comme base d'un milieu alphabétisé dans le but de vaincre les inégalités et la pauvreté dans la région et de faire prévaloir des formes alternatives de développement.

3. Analyse, suivi et évaluation

31. Assurer une bonne planification des programmes d'alphabétisation et la fourniture de programmes adéquats en la matière ainsi que la qualité du savoir acquis exige de disposer de divers types d'information. Il faut des données pertinentes, fiables et actuelles pour a) évaluer la dimension réelle du problème d'alphabétisation, les niveaux d'instruction de la population et ses besoins d'éducation; b) suivre les progrès réalisés en alphabétisation dans le cadre des programmes actuels comparés aux objectifs définis; c) évaluer les résultats des programmes pour s'assurer que leurs objectifs ont été atteints; d) démontrer les avantages et l'impact de l'instruction pour l'amélioration des opportunités sociales et économiques.

32. Les nouvelles mesures d'alphabétisation portent sur différents niveaux de compétences et l'utilisation qui en est faite dans la vie de tous les jours au lieu de se contenter de compter les compétences acquises à l'école ou dans le cadre de programmes d'alphabétisation. Les deux dernières années ont été témoins d'une expansion continue des méthodes d'évaluation de l'instruction pour voir dans quelle mesure les apprenants peuvent en fait utiliser leurs compétences éducatives, acquises dans une école comme enfant ou, comme adulte, dans le cadre de programmes non formels. Le travail d'élaboration du Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation, que coordonne l'Institut de statistiques de l'UNESCO, a été mené à bien. Le Programme, qui a été mis à l'essai en El Salvador, en Jordanie, en Mongolie, au Maroc, au Niger, dans les Territoires palestiniens occupés, au Paraguay et au Viet Nam, offre une approche révisée pour mesurer les aptitudes à la lecture et au calcul ainsi qu'un jeu d'instruments pour le faire et permet aux chercheurs d'arriver à une évaluation plus nuancée et plus sûre des niveaux d'instruction acquis.

33. Dans le cadre de l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir, la Chine a récemment réalisé une analyse et une évaluation des besoins d'instruction. Les conclusions de cette analyse de situation approfondie ont suscité des recommandations de mise en place de stratégies clés pour accélérer les efforts d'alphabétisation et l'établissement d'un plan d'appui aux pays compris dans l'Initiative. La Mongolie a organisé une évaluation du secteur de l'éducation non formelle, définissant les priorités clés et les changements de politique nécessaires pour en renforcer la qualité et la portée. En outre, des études ont été réalisées sur l'inégalité des sexes au sein des populations illettrées et sur le niveau d'instruction dans les minorités nationales. Une assistance technique a été fournie pour la

réalisation d'enquêtes nationales sur l'alphabétisation et la collecte nationale de données (comme en République démocratique du Congo) et des consultations régionales sur l'alphabétisation et la collecte de données sur l'éducation non formelle ont eu lieu en Afrique.

34. Il faut une information et des statistiques pertinentes, fiables et durables sur lesquelles asseoir le suivi systématique des programmes et au regard desquelles mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs, ce qui permet aux décideurs et aux directeurs de programmes de mieux en assurer la planification et l'exécution. Prenant conscience de ce besoin, davantage de pays ont porté leur attention sur la mise en place d'un système d'information sur la gestion de l'éducation non formelle; ce sont notamment l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, la République démocratique populaire lao, le Maroc, le Népal, le Niger, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Sénégal. L'UNESCO a réalisé un manuel et un prototype de base de données et elle a fourni un soutien technique et aidé à la mise en place de capacités pour l'établissement de tels systèmes. Les pays qui engageront le processus sont le Cambodge, le Tchad, la Mauritanie, le Rwanda et le Togo. Dans certains pays (Bangladesh et Viet Nam, par exemple), l'accent a été mis sur un système d'information de gestion à base communautaire. En 2009, l'UNESCO a mis au point et diffusé un manuel sur la création d'un centre d'apprentissage communautaire- système d'information de gestion. La Chine a renforcé son système de supervision et de suivi de l'alphabétisation en vertu duquel les instances gouvernementales de rang supérieur évaluent la performance de celles qui se trouvent au-dessous d'elles pour s'assurer que les objectifs de l'alphabétisation ont été atteints.

4. Partenariats

35. A la suite de la consultation sur le cadre stratégique international d'action pour la décennie en janvier 2009, un certain nombre de partenaires se sont engagés à coopérer à l'avancement de la cause de l'alphabétisation. Deux institutions de l'Organisation des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme alimentaire mondial, ont fait savoir qu'elles mettraient leur avantage comparatif (la première dans la coordination de l'Organisation des nations Unies et la deuxième dans la fourniture de repas scolaires) à soutenir la mise en place de politiques et d'action d'alphabétisation. Quatre organisations de la société civile – ActionAid, the Asia South Pacific Association for Basic &Adult Éducation, the International Reading Association et l'Association européenne pour l'éducation des adultes – se sont dites prêtes à se faire plus résolument les avocats de l'alphabétisation et les agents de son développement. L'Organización de los Estados Iberoamericanos s'est engagée à coopérer davantage avec tous les partenaires pertinents du système des Nations Unies et de la société civile à la fourniture de plus gros efforts d'alphabétisation dans le cadre de leur réseau. Du côté du secteur privé, la société Microsoft a exprimé le désir de coopérer à l'alphabétisation et elle a désigné un membre haut placé de son personnel comme Champion de Microsoft pour l'alphabétisation.

36. La huitième réunion de ministres des neuf pays en développement les plus peuplés sur l'Éducation pour tous a renforcé la coopération entre ces pays et avec l'UNESCO et les a fait s'engager à tenir, au cours des trois prochaines années, une substantielle série de réunions, ateliers et échanges virtuels sur des questions

d'alphabétisation. On attend de ce partenariat qu'il appelle l'attention d'autres pays sur des questions d'alphabétisation d'intérêt commun.

37. Utilisant le cadre de l'Initiative pour l'alphabétisation comme mécanisme de coordination, des institutions de l'Organisation des Nations Unies (l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la santé) se sont réunies sous la direction du Ministère afghan de l'éducation pour promouvoir l'alphabétisation au moyen de trois programmes à réaliser en collaboration qui ont été mis sur pied en utilisant l'avantage comparatif de chaque partenaire.

38. La stratégie nouvellement approuvée du Programme alimentaire mondial (2010) prend pour fondement de son rôle celui de promoteur de l'alphabétisation, qui prend deux formes distinctes : ses programmes de repas scolaires permettent à de nombreux enfants d'apprendre sans souffrir de la faim (22 millions d'enfants de 75 pays en 2009) et la formation qu'il dispense en lecture, écriture et calcul cible les adolescents (de plus de 12 ans) qui ne vont pas à l'école.

39. En 2010, pour la première fois, les 10 membres de l'Organisation des ministres de l'éducation de l'Asie du Sud-Est se sont collectivement penchés sur la question de l'alphabétisation sous l'angle des trois priorités du cadre stratégique international d'action de la Décennie dans un esprit de soutien mutuel et d'approche cohérente de la planification.

40. En France, l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme a renforcé son engagement en faveur de l'alphabétisation dans les pays francophones au moyen de deux conférences, l'une sur le thème d'une alphabétisation durable en vue de la Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes et l'autre, en 2010, sur le partage de pratiques efficaces pour le renforcement des compétences en lecture, écriture et calcul.

41. En 2010, un nouveau partenariat entre l'UNESCO et les États-Unis d'Amérique est en préparation; il s'agit de s'attaquer aux inégalités entre les sexes pour l'accès à l'instruction, l'accent étant mis sur l'augmentation des possibilités d'instruction, de type scolaire et autre, offertes aux filles et aux femmes.

B. Objectif stratégique B : Accroître l'efficacité dans l'exécution des programmes d'alphabétisation

42. Quatre stratégies ont été adoptées au titre de cet objectif : relever l'échelle et la qualité de l'exécution, enrichir les milieux alphabétisés, mettre en place des capacités dans tous les compartiments et à tous les niveaux de l'alphabétisation, et développer la recherche. En outre, on s'intéressera, dans la présente section, aux manières d'apprendre par le partage de pratiques d'alphabétisation qui réussissent.

1. Échelle et qualité de l'exécution

43. Les neuf pays à forte population du Sud mondial, le Bangladesh, le Brésil, la Chine, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Nigeria et le Pakistan, sont confrontés à un défi particulier d'avoir à passer à l'échelle supérieure pour toucher le grand nombre d'illettrés qu'ils comptent. Les filles, les adolescentes et les

femmes constituent une forte proportion de cette population et elles font l'objet d'une plus grande attention. Le nouveau programme *Saakshar Bharat* de l'Inde vise 60 millions de femmes sur un total de population cible de 70 millions. Au Népal, les centres d'apprentissage alternatif auxquels l'UNICEF apporte son aide permettent à des enfants qui ne sont pas scolarisés d'acquérir des connaissances de base- plus de 66 % de ces enfants sont des filles.

44. Les neuf pays susmentionnés et d'autres encore sont aussi confrontés à la question de savoir comment décentraliser la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes d'alphabétisation. Un atelier Asie-Pacifique organisé sur la question en 2009 a eu pour résultat la création d'un guide générique dans ce domaine crucial.

45. Plus de la moitié des 35 pays inclus dans l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir sont en Afrique, où un examen à mi-parcours a eu lieu en mars 2010. Les compétences de plus de 150 administrateurs, spécialistes et praticiens impliqués dans l'alphabétisation ont été renforcées. Cela s'est fait par le partage des manières efficaces de renforcer l'engagement des pays, de mobiliser des ressources, de toucher et d'intégrer les catégories de population désavantagées, d'améliorer la qualité des programmes d'alphabétisation et d'aptitude à la vie quotidienne, de créer des environnements alphabétisés en milieu rural et d'évaluer ce qui a été appris, les impacts et les programmes. L'examen a par ailleurs permis d'évaluer les progrès qui ont été faits concernant les efforts déployés pour rattacher alphabétisation et aptitude à la vie quotidienne aux objectifs du développement, au recentrage de la question des sexes et d'autres questions intersectorielles comme la pauvreté, le phénomène migratoire, la prévention du VIH et le changement climatique. L'examen a démontré que l'Initiative demeure un cadre efficace pour la collaboration, le plaidoyer et l'assistance technique. Il a en outre recommandé que davantage de ressources soient mobilisées dans les pays participants et par l'UNESCO afin de faire progresser l'alphabétisation dans la plupart des pays d'Afrique.

46. Pour toucher les populations que le système scolaire de type classique ne sert pas bien on sera souvent amené à établir des voies d'acquisition accélérée de connaissances pour les adolescents et les jeunes, à leur permettre de réintégrer le système formel à un niveau approprié ou d'obtenir un diplôme équivalant à un certificat d'études primaires. L'Angola, le Malawi et le Pakistan ont adopté ce type de démarche, avec l'aide de l'UNICEF, et d'autres (Bangladesh, Inde, Indonésie, République démocratique populaire lao et Mongolie) l'ont fait en créant des mécanismes d'accréditation, avec accent sur l'établissement de passerelles d'accès au système formel à l'intention des catégories de population désavantagées.

47. On facilite l'accès à l'instruction en utilisant la langue maternelle de l'apprenant, le plus souvent structurée à l'intérieur d'une approche multilingue qui ouvre, dans une seconde phase, sur d'autres langues que l'apprenant souhaite connaître. Les deux formes d'accès à l'instruction, la forme scolaire et l'autre, adoptent de plus en plus cette approche, l'UNICEF s'attachant à promouvoir un type d'éducation multilingue à partir de la langue maternelle dans trois États de l'Inde. En janvier 2010, l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique a, avec le concours de l'UNESCO, établi des principes directeurs pour l'intégration des langues et des cultures africaines dans l'éducation pratiquée dans les pays africains. Dans la région Asie/Pacifique, l'alphabétisation par la langue maternelle

s'est améliorée grâce aux évaluations qui en ont été faites au Bangladesh, au Cambodge, au Népal, aux Philippines et en Thaïlande. Les efforts déployés pour trouver remède au problème de la langue d'alphabétisation ont trouvé un stimulant dans l'Année internationale des langues des Nations Unies, dont le rapport pour 2009 fait état de nouvelles initiatives au Bangladesh, au Burkina Faso et au Viet Nam concernant l'utilisation des langues minoritaires/autochtones pour l'alphabétisation.

48. L'alphabétisation est indispensable pour rattraper le retard numérique et les pays continuent à étudier la possibilité d'utiliser à cette fin les technologies de l'information et de la communication de deux manières : comme moyen d'apprendre et comme application importante de ce qu'on a appris. A cette fin, des outils d'accès à l'instruction par les technologies de l'information et de la communication ont été mis au point au Bangladesh, en Chine et au Pakistan. Ce dernier pays a également utilisé le téléphone mobile et le message alphanumérique comme mode d'enseignement. Du matériel de formation pour enseignement à base de technologies de l'information et de la communication a été mis au point en Inde.

49. La stratégie de création de centres d'enseignement communautaire a continué à gagner en popularité durant la période sur laquelle porte le présent rapport, car elle offre un moyen de renforcer l'action participative des communautés et leur prise en main des programmes d'alphabétisation et de rattacher l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul à l'acquisition d'autres compétences professionnelles et techniques qu'on peut acquérir localement. De nombreux pays offrent ainsi des programmes d'alphabétisation communautaire qui proposent de plus en plus un accès à l'éducation permanente. En Asie centrale, le Kirghizistan a établi ce type de centres dans lesquels l'accent est mis sur une formation d'après alphabétisation et une préparation à la vie courante à l'intention des populations marginalisées et des femmes de régions géographiquement isolées. Le Népal a entrepris une évaluation provisoire des programmes offerts par ces centres et des activités de recherche participative ont été conduites dans 23 pays pour juger de leur efficacité en fait d'alphabétisation et d'éducation permanente. Les conclusions en ont été portées à l'attention des participants d'une réunion régionale qui a eu lieu en Indonésie en 2009. A cet égard, le Timor-Leste s'est attaché à établir des principes directeurs minimums, produisant du matériel pour l'acquisition de compétences professionnelles et le développement de cette forme d'enseignement et le Bangladesh créant ces centres comme mécanismes de mise en œuvre de l'éducation permanente, y compris d'éducation pour un développement durable.

2. Mise en place d'un environnement alphabétisé et préservation de l'instruction acquise

50. Dans certains pays, les personnes récemment alphabétisées ont du mal à mettre en pratique et à préserver ce qu'elles ont appris faute d'environnement alphabétisé suffisamment équipé pour cela. C'est pourquoi les programmes ont tendu davantage à assurer la production de matériel (Afghanistan, Inde, Madagascar et Malawi) et à rendre ce matériel aisément accessible, par exemple en créant des salles de lecture et des bibliothèques (Chine), ou de manières plus générales. D'autres pays ont abordé le même problème par l'intégration des matières pertinentes et des aptitudes à la vie courante (comme la question de l'égalité des sexes, le développement durable et la prévention du VIH/sida) dans le programme d'alphabétisation (Bangladesh, Inde, Népal et Pakistan). Les documents de post-alphabétisation établis par l'UNESCO,

surtout sur la question de l'égalité des sexes et le VIH/sida, continuent à être demandés et ont été traduits dans les langues autochtones d'Éthiopie et de Madagascar.

51. En 2010, l'UNESCO s'est associée aux États-Unis d'Amérique pour mettre au point des « ressources éducatives ouvertes » pour les programmes d'alphabétisation. Il s'agit de matériel d'accès à l'instruction qui peut être utilisé et modifié à volonté par les professeurs et les élèves. Ce sont des outils qui se présentent généralement sous forme électronique et qui sont également accessibles hors ligne, ce qui permet un transfert plus rapide des meilleures pratiques pédagogiques.

3. Mise en place de capacités

52. D'importantes réunions nationales de parties prenantes pour l'évaluation des besoins et la mise en place de capacités à divers niveaux ont été organisées dans divers pays et des études sur l'évaluation des besoins ont été entreprises (par exemple au Tchad, en Chine, en Érythrée, au Kenya, au Mozambique, au Népal, au Timor-Leste et au Yémen). Aux niveaux régional et national, des pays ont reçu une aide pour mettre en place une capacité institutionnelle, administrative et professionnelle d'alphabétisation.

53. La capacité des éducateurs et des enseignants, dans les programmes de type scolaire et non formel, est de la plus haute importance et elle fait l'objet d'une attention soutenue de la part des gouvernements et des partenaires internationaux en Bolivie, en Chine, à Madagascar et en Mongolie. En Mongolie, la formation assurée au niveau national forme 50 éducateurs par an. En 2009, avec le concours de l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture, l'alphabétisation des adultes dans des contextes multilingues a été renforcée grâce à un atelier transrégional organisé à Addis Abeba, auquel ont assisté cinquante spécialistes d'alphabétisation et d'éducation non formelle d'Asie et du Pacifique, d'Afrique sub-saharienne et des États arabes. En 2010, Le Ministère de l'éducation de base du Niger et l'UNESCO ont organisé un atelier pour spécialistes nationaux de l'alphabétisation des adultes et de l'éducation non formelle venus du Centre de formation des cadres de l'alphabétisation afin de mettre au point un programme et des modules pour la formation de formateurs en alphabétisation. Des séances de formation ont également eu lieu en Guinée, au Gabon et au Sénégal (formation de formateurs pour facilitateurs d'alphabétisation) ainsi qu'au Bangladesh (prévention du VIH et du sida liée à l'alphabétisation); du matériel de formation a été préparé (comme au Népal et en Chine pour une formation à l'alphabétisation par les centres d'enseignement communautaire.

54. Utilisant les guides génériques établis au niveau régional et d'autres ressources, certains pays ont créé leurs propres cadres pour le développement de l'alphabétisation et la formation de facilitateurs d'alphabétisation et d'éducation non formelle ainsi que d'administrateurs (Afghanistan, Bangladesh et Indonésie).

55. Étant donné l'importance des besoins d'alphabétisation dans les neuf pays à forte population du monde du Sud, l'Institut international d'éducation rurale sis en Chine a, avec le concours de partenaires locaux et internationaux, enrichi les compétences de 70 spécialistes de l'alphabétisation, les dotant de ce fait des moyens d'analyser et de concevoir des stratégies d'alphabétisation et d'éducation des adultes en milieu rural. Le séminaire a donné aussi l'occasion d'examiner les progrès accomplis en alphabétisation et en éducation des adultes dans le cadre de

l'Initiative pour l'alphabétisation, de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation et de l'Éducation pour tous dans huit pays qui participent à l'Initiative.

56. Par ailleurs, 10 pays (Bangladesh, Éthiopie, Mauritanie, Mozambique, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Rwanda, Sénégal et République-Unie de Tanzanie) ont reçu une aide pour affiner leurs politiques et stratégies nationales d'alphabétisation et former des cadres supérieurs et intermédiaires d'alphabétisation et d'éducation non formelle à l'élaboration de programmes et de documents, à l' évaluation des mécanismes d'exécution que sont, par exemple, les centres d'enseignement communautaire au Népal, au plaidoyer, aux systèmes de formation et de suivi, à la recherche et aux manières de renforcer les milieux alphabétisés.

4. La recherche

57. Dans le domaine de la recherche sur l'éducation, où celle qui porte sur l'alphabétisation des jeunes et des adultes est relativement négligée, la collecte et l'analyse de faits d'observation pour l'élaboration des politiques et la conception des programmes, l'expérimentation en approches innovantes et l'évaluation systématique des résultats obtenus et de l'impact produit sont limitées en nombre et en portée. La question préoccupe de plus en plus, toutefois, comme le montrent un certain nombre d'évolutions positives observables touchant la période sur laquelle porte le rapport.

58. Au Bangladesh, la revue de l'éducation du Bangladesh a fait paraître une contribution à une tribune de chercheurs sur les nouvelles politiques d'éducation et l'instauration d'un dialogue.

59. En 2009, l'Université d'East Anglia a réuni des chercheurs pour voir comment aborder la question des inégalités d'alphabétisation, ce pour quoi la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation a fourni un cadre à l'étude des problèmes d'ordre théorique et programmatique que suscite la mise en œuvre de possibilités d'alphabétisation.

60. Un projet de recherche multi-pays (Burkina Faso, Guinée, Mali, Maroc, Niger et Sénégal) a été lancé par l'UNESCO en 2009 dans le but de mettre au point des outils pour mesurer ce que les participants jeunes et adultes ont retiré des programmes d'alphabétisation auxquels ils ont participé.

61. Tout en s'employant à rendre accessibles à tous, par les moyens qu'offre l'informatique, les pratiques d'alphabétisation qui ont réussi, l'UNESCO a commencé à mettre en place en 2010 le Réseau du savoir et des innovations pour l'alphabétisation, qui vise à soutenir la conception d'un monde alphabétisé par la création, la diffusion et l'application du savoir et par l'innovation, le plaidoyer et l'établissement de connections entre recherche, politique et pratique. Virtuellement opérationnel, il offrira une plateforme de recherche et d'action coopératives à la communauté mondiale de penseurs et d'acteurs de l'alphabétisation.

62. Dans le sillage de la précédente série (2007-2008) de conférences régionales sur l'alphabétisation, l'UNESCO a lancé une nouvelle série intitulée *Tendances récentes de l'alphabétisation*, dont les quatre premiers volumes devraient paraître fin 2010. Cette collection, qui comprend des travaux spécialement commandés, prend pour sujets les politiques, les analyses, le suivi et l'évaluation, l'exécution des programmes et l'environnement alphabétisé.

C. Objectif stratégique C : Dégager des ressources nouvelles pour l'alphabétisation

63. Malgré quelques tendances positives, le financement de l'alphabétisation est loin d'être suffisant pour permettre d'alphabétiser tout le monde. La crise financière met à mal les budgets de l'éducation et leur financement international, ce qui peut retentir défavorablement sur les dépenses en programmes d'alphabétisation.

1. Financement par les gouvernements

64. L'alphabétisation des jeunes et des adultes est financée principalement par les gouvernements. En Afrique sub-saharienne, par exemple, le financement par le gouvernement est la source le plus fréquemment mentionnée pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle, encore que les Organisations non-gouvernementales y investissent aussi fortement, et l'apport des bailleurs de fonds peut aussi fournir un soutien additionnel. Le Sénégal fait exception : 93 % du financement de l'alphabétisation des adultes vient de sources extérieures[4].

65. La Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes a, dans le cadre d'action de Belém, recommandé une fois de plus de chercher à investir au moins 6 % du PNB dans l'éducation et de travailler à investir davantage dans l'éducation des adultes. La Campagne mondiale pour l'éducation a proposé d'affecter au moins 3 % du budget national d'éducation à l'alphabétisation des adultes[5]. Très peu de pays atteignent les 6 % recommandés. Les pays nordiques, toutefois, donnent un exemple positif : leurs dépenses publiques d'éducation s'élèvent à 7-8 % du PNB par pays.[4] Les rapports nationaux de l'Allemagne et de la Hongrie à la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes indiquent que celle-ci y reçoit, respectivement, 1,05 % et 1 % du PIB. Par suite de différences de modes de mesure (part du PNB contre part du PIB), ces chiffres sont à prendre avec prudence.

66. Il y a, dans certains pays, des signes qui montrent que le financement des programmes d'alphabétisation a augmenté récemment. La Chine, par exemple, a augmenté son budget annuel d'alphabétisation, lequel est passé de 1,2 million de dollars à 7,4 millions au cours de la période 2007-2010. Le Nigeria a fait passer le financement de la Commission nationale pour l'alphabétisation de masse, l'éducation des adultes et l'éducation non formelle de 0,36 million de dollars en 2007 à 11,1 millions en 2010. Au Brésil, le Gouvernement fédéral a accru de 27 % entre 2008 et 2009 son investissement dans le programme « Alphabétiser le Brésil ». L'Inde a débloqué 1,2 milliard de dollars pour le programme Saakshar Bharat entre 2009 et 2012[6]. Toutefois, les rapports nationaux pour la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes montrent que les tendances du long terme pour les dépenses publiques en éducation des adultes sont pour la plupart inégales, augmentant, certaines années, baissant dans d'autres. Le Pakistan a fait savoir à la huitième réunion de ministres des neuf pays en développement les plus peuplés sur

---

[4] Voir Aitchison et Alidou, dans *Global Report on Adult Learning and Education, 2009*.

[5] Voir Global Benchmarks for Literacy, Global Campaign for Education/ ActionAid International, 2005.

[6] Voir Rapports de pays, huitième réunion de ministres des neuf pays en développement les plus peuplés sur l'éducation pour tous 2010, Abuja (unesdoc.unesco.org/images/0018/001885/188530e.pdf).

l'éducation pour tous que, dans ses plans pour cinq ans, la part des crédits alloués à l'alphabétisation a oscillé entre 1 % et 8,6 %, ce qui veut dire que très peu de ressources financières sont à prévoir dans le long terme pour l'éducation et l'alphabétisation des adultes.[4]

67. La part totale du budget de l'éducation affectée à l'alphabétisation des adultes est largement inférieure aux 3 % recommandés. Beaucoup de pays ne lui en affectent qu'environ 1 % (voir tableau 4), niveau qui, comme le concèdent les gouvernements, est largement inférieur aux ressources nécessaires. Le Nigeria, par exemple, considère la médiocrité des financements à tous les niveaux de gouvernement comme l'un des plus sérieux obstacles à la lutte contre l'analphabétisme. Le Pakistan, de même, reconnaît que le financement de l'alphabétisation des adultes est demeuré gravement insuffisant[7]. Le manque de financements et leur imprévisibilité empêchent de planifier de manière durable les dépenses d'éducation, ce qui pose un gros obstacle au progrès de l'alphabétisation.

Tableau 4
Part des crédits alloués à l'alphabétisation des adultes dans quelques budgets nationaux d'éducation

Pays	*Pourcentage de crédits alloués*	*Année*
Guatemala	Moins de 1	par an
Mozambique	3 (alphabétisation et éducation des adultes)	2006-2007
Népal	1,13 (alphabétisation et éducation non formelle)	2005-2006
Pakistan	0,74	1998-2003
Rwanda	0,50	2008
Sénégal	0,70	2008
Tchad	0,96	2007
Yémen	1,4 (alphabétisation et éducation des adultes)	2007

Source : Rapports nationaux établis pour la Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes.

2. Financement par des organisations bilatérales et multilatérales

68. La réalisation de l'objectif d'éducation primaire pour tous a été le souci dominant des bailleurs de fonds au cours des dernières années. L'Initiative d'accélération de l'Éducation pour tous cautionne exclusivement son objectif 2 (l'éducation primaire et la question des sexes de l'objectif 5), sauf dans un très petit nombre de cas où les gouvernements ont insisté pour inclure l'alphabétisation des adultes dans l'exposé qu'ils ont fait dans le cadre de l'Initiative. Elle ne donne priorité au financement d'aucun type non formel d'éducation ou d'éducation de la seconde chance pour permettre aux jeunes et aux adultes d'acquérir une éducation de base équivalant à l'éducation primaire pour tous.[4] Toutefois, en 2010, l'action engagée par le Bureau Éducation pour tous de l'Initiative a ouvert la porte à un financement plus holistique des six objectifs de l'Éducation pour tous, qui peut être une évolution positive pour le financement de l'alphabétisation des adultes.

[7] Ibid., Nigéria et Pakistan, rapports de pays.

69. Le Programme alimentaire mondial, par exemple, a dépensé en 2008 au moins 67 millions de dollars en alimentation pour des activités de formation à la lecture, à l'écriture et au calcul[8]. L'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir a réussi à mobiliser des fonds pour l'alphabétisation et, dans plusieurs pays, des agences multilatérales et des donateurs bilatéraux ont fourni des ressources dans le cadre de cette initiative, en particulier les pays nordiques par le Renforcement des capacités du Programme Éducation pour tous. Par exemple, en 2008, le Programme de promotion de l'alphabétisation en Afghanistan a été lancé par l'UNESCO et le Ministère afghan de l'éducation. L'Afghanistan a reçu un don de 35 millions de dollars du Gouvernement japonais pour un programme d'alphabétisation qui comptera environ 300 000 bénéficiaires.

70. En 2009, l'UNESCO a, dans le cadre de l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir, fourni à l'Iraq un soutien technique pour son projet de mise en place de capacités d'alphabétisation financé par Sheikha Mozah Bint Nasser Al-Missned, Première Dame du Qatar et Envoyée spéciale de l'UNESCO pour l'acquisition d'une éducation de base et d'une éducation supérieure. Avec l'UNESCO comme partenaire technique, l'Union européenne finance une part du projet marocain d'alphabétisation, qui fait partie du Programme de mise en place de capacités pour l'Éducation pour tous. Depuis 2009, une assistance est fournie pour affiner les politiques nationales d'alphabétisation et la formation d'un personnel d'éducation non formelle dans 10 pays (Bangladesh, Éthiopie, Mauritanie, Mozambique, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Rwanda, Sénégal et République-Unie de Tanzanie) grâce à des financements extrabudgétaires.

3. Sources de financement du secteur privé et de la société civile

71. Les organisations privées et les Organisations non-gouvernementales sont une importante source complémentaire de financement des programmes d'alphabétisation. Dans la région arabe, par exemple, les organisations de la société civile organisent leurs propres programmes d'alphabétisation.[4] Des partenariats public-privé voient le jour en tant que tendance dans le domaine du financement de l'alphabétisation des adultes. En Inde, par exemple, Tata Consultancy Services a lancé un programme d'alphabétisation informatisé.

4. Impact de la crise financière

72. Pour atteindre ne serait-ce que le seul objectif d'alphabétisation, il faudra pouvoir disposer de 2,5 milliards de dollars par an jusqu'en 2015, ce qui demandera un gros effort d'élévation du niveau des ressources. La crise financière menace sérieusement de compromettre cet effort comme on le montre dans l'analyse, contenue dans *Éducation pour tous Rapport global de suivi 2010*, de l'impact que pourrait avoir la crise financière sur les dépenses d'éducation. D'après une enquête préliminaire conduite par l'UNESCO, les pays font des efforts pour protéger leurs budgets d'éducation, mais on prévoit des réductions dans certains cas. Alors que l'aide globale au développement augmente depuis quelques années, l'éducation de base continue à enregistrer de grosses lacunes de financement et le rythme des engagements ralentit. Comme l'Aide publique au développement se définit par rapport au revenu national brut et que l'on projette un ralentissement économique, ceci risque d'avoir un effet potentiellement dévastateur sur le montant d'aide fourni.

[8] Programme alimentaire mondial, Rapport annuel d'activités 2008 (WPF/EB.A/2009/4).

Si la part de l'éducation dans l'aide globale demeure ce qu'elle était en 2007, cela pourrait se traduire en 2010 par une perte de 890 millions de dollars d'aide à l'éducation de la part des donateurs européens. Si la part de dépenses investie en éducation demeure la même, Éducation pour tous Rapport global de suivi projette que les fonds disponibles pour l'éducation en Afrique sub-saharienne, par exemple, pourraient chuter de 4,6 milliards de dollars en moyenne en 2009 et 2010. Vu ce scénario, il est probable que la crise financière aura un impact négatif sur l'aide extérieure aux programmes d'alphabétisation. L'Égypte, par exemple, a fait savoir que la crise a un impact sur le budget général prévu pour l'alphabétisation. Alors que ce budget a augmenté de 2,5 % en 2008, l'augmentation n'a été que de 0,3 % en 2009[9].

IV. Action et défis futurs : 2012 et au-delà

73. Il reste tout juste deux ans de Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation à courir : il est donc urgent de continuer à redoubler d'efforts et d'envisager la stratégie d'après 2012 pour relever les défis que pose l'alphabétisation des jeunes et des adultes. Dans la poursuite des objectifs d'ensemble de la Décennie et des priorités spécifiques établies pour les années qui restent, il est indispensable de considérer les éléments ci-après pour guider les travaux actuels et définir la substance des priorités pour l'avenir :

a) **Un engagement politique soutenu** : Deux principes commandent un engagement politique soutenu en faveur de l'alphabétisation des jeunes et des adultes : tout d'abord, considérer l'alphabétisation comme partie essentielle et intégrale du droit à l'éducation dont toute personne devrait jouir; ensuite, lier alphabétisation et développement humain, socio-économique et culturel. Sans adhésion claire à ces deux principes, certaines catégories de population continueront à être oubliées dans les politiques et les stratégies nationales et internationales d'éducation;

b) **Une alphabétisation pour le développement** : On est généralement convenu que l'instruction n'est pas une valeur ou une technique qui se suffit à elle-même. Elle n'a de valeur que celle qu'elle tire de l'usage que l'on en fait. On s'éloigne donc d'une conception de l'instruction comme connaissance de l'orthographe des mots en faveur d'une conception plus fonctionnelle, de l'instruction conçue comme source d'enrichissement individuel et communautaire, comme un moyen de mieux gagner sa vie, comme un moyen de vivre mieux. Il faut que l'apprentissage de l'écriture, de la lecture et du calcul s'ancre dans l'apprentissage d'autres compétences afin que, dès le début, l'accent soit mis sur la manière dont les apprenants utiliseront leur instruction dans leur vie. Il ne s'agit pas seulement ici d'une question d'ordre économique; il s'agit aussi ici d'une question de participation sociale – il s'agit d'utiliser son instruction pour faire entendre sa voix et affirmer son identité, pour prendre part à la vie sociale et démocratique, pour jouer pleinement son rôle dans la société. Les implications sont que l'alphabétisation est axée sur l'apprenant et sur ses modes de communication, sur sa situation socio-économique et sur son identité culturelle;

[9] Voir Égypte, rapport de pays, huitième réunion de ministres des neuf pays en développement les plus peuplés sur l'Éducation pour tous 2010, Abuja (unesdoc.unesco.org/images/0018/001885/188530e.pdf).

c) **Relever le niveau des efforts pour une alphabétisation de qualité** : Les projections des évolutions actuelles donnent à penser que le nombre d'adultes analphabètes que compte le monde ne devrait baisser que d'environ 10 % d'ici à 2015. L'heure n'est pas à la complaisance : il est on ne peut plus clair que les efforts actuels seront insuffisants. Le relèvement de ces efforts impliquera nécessairement de bien plus gros investissements assis sur un engagement politique fort et soutenu, des politiques claires et des stratégies de mise en œuvre à grande échelle. Ceci exigera aussi de retenir les leçons de bonne pratique apprises et de les appliquer dans de nouveaux contextes. On ne peut pas se contenter de réaliser toujours les mêmes programmes d'alphabétisation, si réussis soient-ils – contexte, culture, langue, intention et motivation sont tous des facteurs de la plus haute importance. Il faut, pour planifier l'alphabétisation à une plus grande échelle, prendre en compte la complexité et la diversité de vie et de situation des apprenants – l'acquisition d'une bonne instruction n'admet pas de raccourcis;

d) **Des partenariats internationaux** : la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation a relevé le profil de l'alphabétisation dans divers agendas nationaux, régionaux et internationaux, mais sans générer de solides partenariats internationaux, soit au sein du système des Nations Unies, soit dans la communauté des bailleurs de fonds. A mesure que la Décennie avance vers sa phase finale et qu'approche la date butoir de 2015 pour la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous et de ceux du Millénaire pour le développement, il devient urgent d'établir de solides partenariats internationaux pour soutenir les efforts d'alphabétisation au niveau national. Un meilleur profil international fera beaucoup pour stimuler l'engagement politique et la mobilisation de plus grandes ressources;

e) **Le financement** : il existe plusieurs tendances positives qui risquent de souffrir de la crise financière et économique, encore que les gouvernements se montrent résolus à maintenir l'alphabétisation et, d'une manière plus générale l'éducation, au rang des priorités budgétaires du pays. Mais, presque partout, les moyens dont on dispose ne sont pas à la mesure du défi que représente l'alphabétisation. Ainsi, les nécessités de l'alphabétisation continueront à exiger des gouvernements et des communautés davantage de ressources et, des partenaires en développement, un soutien plus marqué. Le cadre global offert par la Décennie et l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir, ainsi que les Objectifs du millénaire pour le développement et l'Éducation pour tous sont, pour le relèvement du niveau des financements, des filières qui ont fait leurs preuves;

f) **L'alphabétisation et les objectifs du millénaire pour le développement** : la huitième réunion de ministres des 9 pays en développement les plus peuplés sur l'Éducation pour tous a montré combien il est important d'alphabétiser pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement en adressant le message suivant à la séance plénière de haut niveau de l'Assemblée générale de septembre 2010 sur les objectifs du millénaire pour le développement :

Les neuf pays en développement les plus peuplés, qui représentent 54 % de la population et 67 % des illettrés du monde, ont mis l'accent sur les principes ci-après pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement :

- Les objectifs du millénaire pour le développement, pris individuellement et dans leur ensemble, ne peuvent pas être atteints sans l'éducation et la réalisation des six objectifs de l'Éducation pour tous, en faisant en sorte que chaque société devienne une société d'acquisition de savoir dans laquelle

l'individu et la communauté sont équipés pour savoir ne pas s'opposer et s'adapter aux changements qui peuvent survenir dans la vie;

- L'alphabétisation, comme instrument indispensable d'acquisition de savoir et indicateur clé de la qualité de l'éducation, est à promouvoir résolument, à l'intérieur et à l'extérieur des systèmes scolaires, pour chaque enfant, pour chaque adolescent, pour chaque jeune et pour chaque adulte.

Nous demandons instamment aux chefs d'État et de gouvernement de faire de l'alphabétisation des jeunes et des adultes un investissement prioritaire pour la réalisation de tous les objectifs du millénaire pour le développement.